

Des questions d'intérêt

Par Michel Bélaïr

Avec les chercheurs du GRIC (Groupe de recherche sur l'intégration continentale) de l'UQAM, Dorval Brunelle s'intéresse à la fameuse Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) depuis longtemps. Son analyse de la situation n'a rien de particulièrement réjouissant...

Dorval Brunelle esquisse un sourire lorsqu'on lui parle de l'impact de la future ZLEA sur la vie du Québécois moyen. Pour lui, la création de la ZLEA, c'est d'abord l'extension du modèle de l'ALENA à l'ensemble des Amériques. Une opération stratégique illustrant un nouveau type de gouvernance à la grandeur du continent.

Dorval Brunelle. Soyons d'abord réalistes, explique-t-il. L'arrivée des 32 nouveaux partenaires commerciaux que nous apporterait la ZLEA représente peu de choses en matière de marché ou de volume d'échanges commerciaux. La réalité fondamentale, c'est que 87 % des échanges commerciaux du Canada se font avec les États-Unis. À côté de cela, l'impact des 2 % que représentent les échanges avec le Mexique et le 1/10 de 1 % qu'implique l'accord de libre-échange Canada-Chili sont évidemment minimes. En fait, on parle ici de dentelle. De quantité négligeable. Mais il y a aussi une autre donnée fort intéressante: le Canada est en situation de déficit commercial avec le Mexique et le Chili depuis l'avènement de l'ALENA. Même chose pour les États-Unis, qui sont à ce chapitre déficitaires par rapport au Canada et au Mexique. C'est dire que les politiques libre-échangistes ne facilitent pas nécessairement le commerce entre les pays. D'où une question primordiale: si l'intérêt commercial est minime, pourquoi vouloir à tout prix créer cette zone de libre-échange?

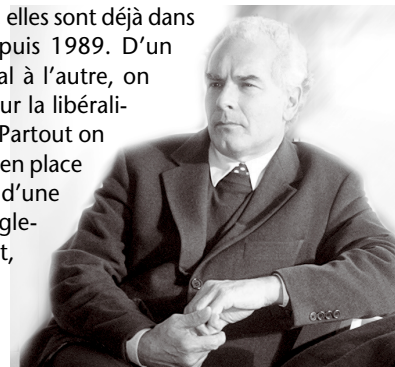
Réseau. L'intérêt est donc ailleurs, mais où précisément?

Dorval Brunelle. Dans l'accroissement des investissements à l'étranger, reprend Dorval Brunelle. Dans la consolidation des filières de production des multinationales et du commerce intrafirmes. C'est là que se jouent les véritables enjeux. Pas au niveau du consommateur et du citoyen ordinaire. Au Chili, par exemple, les investissements canadiens se chiffrent à plus de 11 milliards de dollars depuis la signature du traité de libre-échange entre les deux pays. Et il est devenu évident que c'est pour protéger les intérêts des investisseurs que l'on négocie maintenant les grands traités. C'est pourquoi j'aime mieux parler de « phénomène général de libéralisation » plutôt que de libre-échange.

Réseau. Et tout ce que Seattle a fait ressortir au niveau des préoccupations environnementales et des politiques sociales?

Dorval Brunelle. Pour ce qui est de l'environnement, poursuit notre chercheur, on ne trouvera rien dans la ZLEA. Rien de plus que dans l'ALENA – où le président Clinton avait quand même fait ajouter une sorte d'accord parallèle sur l'environnement permettant aux pays membres d'édicter leurs propres normes – et même probablement moins puisque le nouveau président américain Georges W. Bush a déjà fait savoir qu'il était contre toute restriction. Quant aux

politiques sociales, elles sont déjà dans le collimateur depuis 1989. D'un accord commercial à l'autre, on maintient le cap sur la libéralisation à l'interne. Partout on peut noter la mise en place et le déploiement d'une stratégie de déréglementation menant, comme je le soulignais plus tôt, à un nouveau type de gouvernance: les gouverne-



Dorval Brunelle

ments abandonnent partout de larges champs de compétence. La création de la ZLEA ne vient qu'étendre et confirmer le processus.

Réseau. Le portrait est plutôt sombre, non? Comment tout cela risque-t-il de se traduire dans la vie ordinaire du Québécois moyen?

Dorval Brunelle. Bof! Ici on ne notera pas vraiment d'effet sur la classe moyenne toujours dépendante de la conjoncture économique. Comme aux États-Unis déjà, les gens devront travailler plus et plus longtemps pour maintenir leur niveau de vie. Au Sud, cela risque d'être un peu différent puisque c'est la classe des gens déjà favorisés qui le deviendra davantage au détriment de toutes les autres, l'ouverture au monde se faisant sans protection, sans filet social véritable. Tout s'explique en fait par l'incroyable asymétrie qui sévit dans les Amériques: les États-Unis (75,7%), le Brésil (6,7%), le Canada (5,7%) et le Mexique (3,9%) détiennent 91,6% du PIB de toutes les Amériques! C'est dire que la trentaine d'autres partenaires ne produisent qu'un peu plus de 8% de toute l'activité économique. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il y a un problème d'échelle, une cassure...

Réseau. Seriez-vous devenu cynique M. Brunelle?

Dorval Brunelle. Sceptique plutôt, le cynisme ne mène nulle part. Mais il faut dénoncer ce que j'appelle l'endogénéisation de la critique alors que le discours politique officiel se fait de plus en plus à géométrie variable, adaptant ses stratégies aux mouvances contestataires tout autant qu'aux pressions des gens d'affaires. Il faut souligner au trait rouge le déclin du parlementarisme dans nos sociétés – sauf aux États-Unis, bien sûr, où le Congrès surveille d'une main très ferme ses intérêts –; les parlementaires ne défendent plus les intérêts des gens. Personne ne dénonce le double discours courant: il est impossible d'être libre-échangiste à l'extérieur et de professer la social-démocratie à l'intérieur. Il n'y a pas de véritable débat et les médias font preuve de complaisance devant le phénomène de la connivence étatisée. À ce chapitre, il est intéressant de noter que les ministres du commerce extérieur des pays touchés par le projet de la ZLEA se réuniront à Buenos Aires les 6 et 7 avril prochains pour concrétiser les mécanismes de l'entente. Leur rencontre suivra tout juste celle du sixième American Business Forum (ABF) tenu dans la même ville les 5 et 6 avril. L'ABF conseille activement les négociateurs de la ZLEA depuis les débuts...(OLF)

Nos lecteurs peuvent consulter le site Web du Groupe de recherche sur l'intégration continentale de l'UQAM au www.unites.uqam.ca/gric ■